Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 73° — **Roma - Lunedì, 26 settembre 1932 - Anno X** — **Numero 223**

CONDIZIONI DI ABBONAMENTO.

		Anno	Sem.	Trim.
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II)	L.	108	63	45
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	240	140	100
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (solo Parte I)	»	72	45	31,50
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	160	100	70

Abbonamento speciale ai soli fascicoli contenenti i numeri dei titoli obbligazionari sorteggiati per il rimborso, annue L. **45** — Estero L. **100**.

Gli abbonamenti hanno, *di massima, decorrenza dal 1° gennaio di ogni anno, restando in facoltà dell'Amministrazione di concedere una decorrenza posteriore purchè la scadenza dell'abbonamento sia contenuta nel limite del 31 dicembre dell'anno in corso.*

La rinnovazione degli abbonamenti deve essere chiesta almeno 20 giorni prima della scadenza di quelli in corso.

In caso di reclamo o di altra comunicazione deve sempre essere indicato il numero dell'abbonamento. I fascicoli non reclamati entro il mese successivo a quello della loro pubblicazione saranno spediti solo dietro pagamento del corrispondente importo.

Gli abbonati hanno diritto anche ai supplementi ordinari. I supplementi straordinari sono fuori abbonamento.

Il prezzo di vendita di ogni puntata della « Gazzetta Ufficiale » (Parte I e II complessivamente) è fissato in lire 1,35 nel Regno, in lire 3 all'estero.

Gli abbonamenti in Roma si fanno presso l'Ufficio Cassa della Libreria dello Stato, palazzo del Ministero delle Finanze ingresso da Via XX Settembre, ovvero presso le locali Librerie Concessionarie. Gli abbonamenti per altri paesi del Regno debbono essere chiesti col sistema del versamento dell'importo nel conto corrente postale 1/2640, intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato, scrivendo nel retro del relativo certificato di allibramento la richiesta dettagliata. L'amministrazione non risponde dei ritardi causati dalla mancata indicazione, nei certificati di allibramento, dello scopo del versamento della somma.

Gli abbonamenti richiesti dall'estero vanno fatti a mezzo di vaglia internazionali con indicazione dello scopo dell'invio sul tagliando dei vaglia stessi.

Le richieste di abbonamenti alla « Gazzetta Ufficiale » vanno fatte a parte; non unitamente, cioè, a richieste per abbonamenti ad altri periodici.

Per il prezzo degli annunzi da inserire nella " Gazzetta Ufficiale " veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

Telefoni-centralino: 50-107 — 50-033 — 53-914

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

Telefoni-centralino: 50-107 — 50-033 — 53-914

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni dello Stato sono in vendita presso la Libreria dello Stato nel Ministero delle Finanze e presso le più importanti Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capoluoghi delle provincie del Regno.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 16 giugno 1932, n. 1178.

Approvazione della Convenzione internazionale per l'assistenza finanziaria, stipulata in Ginevra in data 2 ottobre 1930.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione internazionale per l'assistenza finanziaria, stipulata in Ginevra, fra l'Italia ed altri Stati, il 2 ottobre 1930.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore ai termini e alle condizioni previste negli articoli 32, 33 e 35 della Convenzione di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 16 giugno 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GRANDI — MOSCONI — GAZZERA — SIRIANNI — BALBO.

Guardasigilli: DE FRANCISCI.

Convention pour l'assistance financière.

(*Chefs d'Etat*).

Reconnaissant l'importance que présente pour la sauvegarde ou, le cas échéant, pour le rétablissement de la paix entre nations, la création d'un système d'assistance financière par voie de garanties d'emprunts qui seraient accordées en cas de différend international susceptible d'entraîner une rupture, ou en cas de guerre;

Considérant que le meilleur moyen d'organiser cette assistance est de conclure une convention internationale;

Ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*).

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

CAS DANS LESQUELS L'ASSISTANCE FINANCIÈRE EST ACCORDÉE.

Article 1.

1. Si, malgré les efforts que le Conseil de la Société des Nations aura pu faire pour le maintien ou le rétablissement des relations pacifiques, un Etat, en violation de ses obligations internationales, recourt à la guerre contre une Haute Partie contractante, celle-ci recevra à sa demande l'assistance financière prévue dans la présente Convention, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

2. La Haute Partie contractante à laquelle est accordée l'assistance financière s'engage, en ce qui la concerne, à soumettre le différend à un règlement judiciaire ou arbitral ou à toute autre procédure pacifique que le Conseil jugera appropriée.

Article 2.

1. Si le Conseil, dans l'exécution des devoirs qui lui incombent aux termes du Pacte, et agissant dans la limite des droits qu'il tient soit du Pacte soit de conventions générales ou particulières applicables en l'espèce, a, dans un différend international susceptible d'entraîner une rupture, pris des mesures propres à sauvegarder la paix, y compris le recours à la médiation ou à toute autre mesure pacificatrice, et, si l'une des parties refuse ou néglige de se conformer à ces mesures, le Conseil pourra, à la demande de la partie adverse, partie à la présente Convention, lui accorder l'assistance financière, s'il estime que la paix ne peut être sauvegardée autrement.

2. La Haute Partie contractante à laquelle est accordée l'assistance financière s'engage, en ce qui la concerne, à soumettre le différend à un règlement judiciaire ou arbitral ou à toute autre procédure pacifique que le Conseil jugera appropriée et à se conformer aux mesures provisoires qui pourraient être recommandées par le Conseil en vue de sauvegarder la paix.

Article 3.

L'assistance financière des Hautes Parties contractantes revêtira la forme de garanties ordinaires et de garanties spéciales, s'étendant, comme il est prévu ci-après, au service des emprunts (expression comprenant les crédits à court terme) contractés conformément à la présente Convention.

Article 4.

Pour les fins visées par la présente Convention, le service d'un emprunt comprend les sommes payables chaque année pour l'intérêt et l'amortissement, conformément aux conditions des contrats de l'emprunt.

Article 5.

Aucun emprunt contracté en vertu de la présente Convention ne pourra être conclu pour une période supérieure à trente ans. Pour que les gouvernements participant à la garantie ordinaire et à la garantie spéciale puissent être plus facilement déchargés, aussitôt que les circonstances le permettent, des obligations consécutives à l'emprunt, tout gouvernement contractant un emprunt en vertu de la pré-

sente Convention se réservera, si cela est possible, le droit de le rembourser par anticipation.

GARANTIES ORDINAIRES.

Article 6.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient et reconnaît que les gouvernements au nom desquels elle devient Partie à la présente Convention garantissent, chacun pour sa part, à titre de garants ordinaires dans la mesure et de la manière définies dans les articles ci-après, le versement régulier du service annuel des emprunts contractés. En vertu de la présente Convention, les garanties ordinaires susmentionnées entrent en vigueur, pour chaque emprunt, à partir de la date à laquelle l'emprunt a été autorisé, sans autre intervention ou consentement du gouvernement garant.

Article 7.

1. *a*) Sous réserve des dispositions de l'article 19 concernant le versement d'intérêts en cas de manquement, l'obligation annuelle qui peut incomber à un gouvernement quelconque en sa qualité de garant ordinaire, pour tous les emprunts contractés conformément à la présente Convention, est limitée à un maximum. Ce maximum présentera, relativement à 100 millions de francs-or, la même proportion que présente la contribution aux dépenses de la Société des Nations payable par ce gouvernement d'après le barême de répartition applicable au 1er janvier 1930, relativement au total des contributions dues par tous les Membres de la Société des Nations.

b) Dans le cas d'un gouvernement qui n'était pas tenu de contribuer aux dépenses de la Société des Nations d'après le barême mentionné à l'alinéa précédent, il sera fait application pour ce gouvernement du barême de répartition en vigueur à la date à laquelle ledit gouvernement aura été lié par les obligations de la présente Convention.

2. Le Conseil notifiera aussitôt que possible aux divers gouvernements le chiffre maximum des obligations annuelles qui leur incombent aux termes des dispositions du paragraphe premier.

GARANTIES SPÉCIALES.

Article 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 11, une Haute Partie contractante peu accepter les obligations de garant spécial au nom du gouvernement de l'un quelconque de ses territoires. Ce gouvernement dévient de ce fait un garant spécial et la garantie qu'il accorde aux emprunts à contracter en vertu de la présente Convention est une garantie spéciale au sens de la présente Convention, sans autre intervention ou consentement dudit gouvernement.

Article 9.

Les garanties spéciales sont destinées à renforcer la garantie sur la base de laquelle est émis un emprunt contracté conformément à la présente Convention, en assurant que le service de cet emprunt sera intégralement garanti, non seulement par tous les gouvernements garants en leur qualité de garants ordinaires, mais aussi par un nombre restreint de gouvernements qui, à titre de garants spéciaux, supporteront, dans les limites de leurs garanties spéciales, les risques de retard dans le paiement des sommes dues de la part de l'un quelconque des autres gouvernements en leur qualité de garants ordinaires. En conséquence, le montant couvert par chaque garantie spéciale comprend le montant de l'obligation du gouvernement à titre de garant ordinaire augmenté d'une somme additionnelle, et il est déterminé, ainsi qu'il est prévu ci-après, de manière que le total des sommes additionnelles ainsi garanties par les gouvernements participant à la garantie spéciale soit égal au montant total garanti par les gouvernements qui ne sont que des garants ordinaires. En cas de manquement du gouvernement emprunteur dans le service de l'emprunt, le montant total couvert par une garantie spéciale est intégralement payable, mais la somme versée par un gouvernement qui a la qualité de garant spécial en excédent de l'engagement de ce gouvernement à titre de garant ordinaire est remboursable, lorsque le service a été assuré, sur le reliquat des sommes versées par les gouvernements garants.

Article 10.

1. Sous réserve des dispositions de l'article 19 concernant le versement d'intérêts en cas de manquement, l'obligation annuelle qui peut incomber à un gouvernement quelconque, en sa qualité de garant spécial, pour tous les emprunts contractés conformément à la présente Convention, est limitée à un maximum qui comprend l'obligation du gouvernement en sa qualité de garant ordinaire et le montant additionnel couvert par sa garantie spéciale. Ce maximum sera déterminé en répartissant le total des obligations maxima de tous les gouvernements, en leur qualité de garants ordinaires, entre les gouvernements participant à la garantie spéciale, proportionnellement à leurs obligations maxima respectives en leur qualité de garants ordinaires.

2. Les maxima ainsi établis pour les obligations des gouvernements participant à la garantie spéciale leur seront notifiés par le Conseil de la Société des Nations aussitôt que possible. Ils feront l'objet d'une revision de la part du Conseil, dans le cas d'un changement quelconque survenant dans le nombre des gouvernements qui sont garants ordinaires ou de ceux qui sont garants spéciaux, aussitôt que possible après ce changement.

Article 11.

1. Pourront participer à la garantie spéciale, en vertu de la présente Convention :

a) Les gouvernements des Etats membres permanents du Conseil de la Société des Nations;

b) Les gouvernements d'autres Membres de la Société des Nations, invités à l'unanimité à participer à la garantie spéciale par les gouvernements qui participent eux-mêmes à cette garantie spéciale. Cette invitation pourra être faite, soit avant, soit après l'entrée en vigueur de la Convention.

2. L'acceptation des obligations qui incombent à un garant spécial peut être signifiée au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion à la Convention, ou encore ultérieurement, par voie de déclaration écrite déposée du Secrétaire général de la Société des Nations, qui avisera de cette acceptation tous les autres Membres de la Société des Nations.

Article 12.

Le Secrétaire général de la Société des Nations fera tenir aux commissaires fiduciaires prévus à l'article 13 une copie certifiée conforme de chaque notification adressée à un gouvernement concernant le maximum de l'obligation incombant à ce gouvernement en exécution de l'article 7 ou de l'article 10.

COMMISSAIRES FIDUCIAIRES.

Article 13.

1. Lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Conseil de la Société des Nations nommera cinq personnes pour remplir les fonctions de commissaire fiduciaire des emprunts contractés conformément à la présente Convention. Ces commissaires fiduciaires seront des ressortissants de la Confédération helvétique résidant habituellement en Suisse.

2. *a*) Les commissaires fiduciaires seront nommés pour des périodes de cinq années. Leur mandat, lorqu'il arrivera à expiration, pourra être renouvelé pour une durée égale ou inférieure. Un commissaire fiduciaire pourra, a tout moment, donner sa démission, moyennant un préavis de trois mois notifié par écrit au Conseil de la Société des Nations.

b) Le Conseil de la Société des Nations pourra, à tout moment, mettre fin au mandat d'un commissaire fiduciaire.

c) Dans le cas où, pour un motif quelconque, un poste de commissaire fiduciaire deviendrait vacant, le Conseil de la Société des Nations procédera sans délai à la nomination d'un autre commissaire fiduciaire. Le président en exercice du Conseil peut, s'il le juge nécessaire, désigner une personne pour remplir ces fonctions jusqu'à ce que le poste soit pourvu par le Conseil.

3. *a*) Les commissaires fiduciaires éliront parmi eux un président et un vice-président. Ils établiront leur règlement en conformité avec les dispositions de la présente Convention. Sauf dans le cas prévu au paragraphe premier de l'article 16, les réunions seront convoquées par le président, ou, à son défaut, par le vice-président.

b) Trois commissaires fiduciaires constitueront le quorum. Toutes les décisions pourront être prises à la majorité. En cas de partage égal des voix, le commissaire fiduciaire faisant fonction de président aura voix prépondérante.

c) Le Secrétaire général de la Société des Nations aura le droit d'assister à toutes les réunions des commissaires à son défaut, par le vice-président.

d) Les frais encourus par les commissaires fiduciaires dans l'exercice de leurs fonctions, au sujet de tout emprunt, ainsi que les honoraires, afférents à l'exercice de ces fonctions, qui pourront être fixés par le Conseil de la Société des Nations, seront à la charge du gouvernement emprunteur.

e) Le Conseil de la Société des Nations pourra avancer aux commissaires fiduciaires les sommes visées au paragraphe *d*). Ces avances seront remboursées à la Société des Nations par le gouvernement emprunteur.

f) Aucun commissaire fiduciaire ne pourra encourir de responsabilité quelconque à titre personnel dans l'exécution de ses fonctions de commissaire fiduciaire, sauf au cas où il manquerait à ses devoirs sciemment et délibérément.

g) Les commissaires fiduciaires adresseront chaque année un rapport au Conseil de la Société des Nations concernant l'exécution de leur mandat de commissaires fiduciaires pour chaque emprunt contracté conformément à la présente Convention; ils auront le droit de signaler à tout moment au Conseil toutes les difficultés recontrées par eux dans l'accomplissement de leurs fonctions.

AUTORISATION DES EMPRUNTS.

Article 14.

1. Lorsque le Conseil de la Société des Nations aura reconnu qu'en vertu des articles 1 ou 2 une Haute Partie contractante doit recevoir l'assistance financière prévue par la présente Convention, il autorisera le gouvernement de ladite Haute Partie contractante à émettre un emprunt jouissant des garanties ordinaires et des garanties spéciales résultant de la présente Convention. Le Conseil pourra exclure la garantie ordinaire ou la garantie spéciale d'un gouvernement quelconque, si, à son avis, il n'est pas désirable, dans l'intérêt du succès de l'emprunt, que cette garantie ordinaire ou cette garantie spéciale s'applique à l'emprunt en question.

2. *a*) Le montant maximum que pourra atteindre annuellement le service de l'emprunt sera déterminé par le Conseil. La somme ainsi fixée par le Conseil sera exprimée en francs-or, tels qu'ils sont définis à l'article 26. En vue de la détermination de la somme que pourra représenter le service de l'emprunt dans les monnaies en lesquelles l'emprunt sera effectivement contracté, la valeur de ces monnaies sera dans tous les cas censée être, au moment de la signature des contrats de l'emprunt, celle de leur poids légal en or pur.

b) La somme annuelle fixée pour le service de l'emprunt, au cours d'une année quelconque, ne dépassera pas le montant qui peut être couvert par les garanties tant spéciales qu'ordinaires sans imposer à un gouvernement quelconque une responsabilité dépassant le maximum fixé par la présente Convention.

c) Le montant annuel pour lequel chaque gouvernement sera responsable à titre de garant ordinaire sera déterminé en répartissant les sommes nécessaires au service de l'emprunt entre tous les gouvernements garants, dans la proposition du maximum éventuel défini à l'article 7 de leurs obligations annuelles à titre de garants ordinaires, en vertu de la présente Convention. Le montant total couvert par chaque garantie spéciale sera déterminé en répartissant les sommes nécessaires audit service entre les gouvernements participant à la garantie spéciale, dans la proportion du maximum éventuel défini à l'article 10 de leurs obligations annuelles à titre de garants spéciaux. Toutefois, en vue de simplifier l'application des garanties spéciales, le Conseil pourra, avec l'assentiment des gouvernements participant à la garantie spéciale dont les obligations sont en jeu, modifier d'une légère fraction les pourcentages fixés pour lesdits gouvernements, dans la mesure où ces modifications seront nécessaires pour convertir ces pourcentages en nombres entiers commodes.

3. Aux fins des dispositions ci-dessus, il ne sera pas tenu compte des obligations au titre de l'intérêt qui pourraient résulter, en vertu de l'article 19, d'un manquement de la part d'un gouvernement dans l'exécution de ses obligations, soit en qualité de garant ordinaire, soit en qualité de garant spécial.

ÉMISSION DES EMPRUNTS AUTORISÉS.

Article 15.

1. Le Conseil exigera que les conditions et les clauses relatives à l'émission d'un emprunt contracté conformément à la présente Convention, c'est-à-dire, entre autres, le mode d'émission, les gages (s'il en est) sur la base desquels l'emprunt est émis, le prix d'émission, le taux d'intérêt, l'amortissement (y compris toutes les stipulations concernant le remboursement avant l'échéance), les frais d'émission, de négociation et de livraison, ainsi que la monnaie ou les monnaies dans lesquelles l'emprunt est émis, soient soumises, pour approbation, à lui-même ou à une personne ou à des personnes nommées par lui à cet effet. Ainsi qu'il est prévu à l'article 14, paragraphe 2 *a*), la valeur des monnaies dans lesquelles l'emprunt est émis et dans lesquelles son service est exigible sera, dans chaque cas, en vue de la détermination du maximum auquel peut s'élever ledit service, censée être, au moment de la signature des contrats de l'emprunt,

celle de leur poids légal en or pur. L'arrangement conclu par le Conseil avec le gouvernement emprunteur intéressé figurera dans un Protocole dûment accepté par ce dernier.

2. Le Conseil pourra fixer des conditions en ce qui concerne l'utilisation du produit de l'emprunt et le contrôle de cette utilisation. Ces conditions figureront au Protocole mentionné au paragraphe premier.

3. Dans le cas d'un emprunt émis en application de l'article 2 de la présente Convention, le Protocole prévu au paragraphe 1 ci-dessus devra contenir des dispositions permettant au Conseil de suspendre à tout moment le versement au Gouvernement emprunteur de toute partie non encore versée du produit de l'emprunt si le Conseil estime qu'une telle mesure est rendue nécessaire par l'attitude prise par ce Gouvernement après que l'assistance financière lui aura été accordée.

4. L'emprunt ne bénéficiera des garanties ordinaires et des garanties spéciales résultant de la Convention que si les contrats le concernant ont été certifiés, par écrit, conformes aux décisions du Conseil, au Protocole prévu au paragraphe premier ci-dessus et aux dispositions de la présente Convention, par une ou plusieurs personnes nommées par le Conseil, les décisions dans le second cas étant prises à la majorité. Un duplicata signé dudit certificat sera remis au Secrétaire général de la Société des Nations pour communication aux commissaires fiduciaires, ainsi que des exemplaires de chaque contrat certifiés conformes par le gouvernement emprunteur en nombre suffisant pour permettre au Secrétaire général d'en transmettre un à chaque commissaire fiduciaire.

5. Les dispositions suivantes seront obligatoires dans tous les cas:

a) Les commissaires fiduciaires, nommés aux termes de la présente Convention et exerçant les fonctions prévues dans ladite Convention, seront les commissaires fiduciaires de l'emprunt à toutes fins pour lesquelles les commissaires fiduciaires sont nommés, et, en particulier, ils effectueront tous les paiements des sommes dues pour le service de l'intérêt ou l'amortissement dudit emprunt, au moyens des fonds fournis par le gouvernement emprunteur, ou, si celui-ci se trouve en défaut, par les gouvernements garantissant l'emprunt comme garants spéciaux ou comme garants ordinaires.

b) Sauf dans les cas de crédits à court terme dont l'échéance ne dépasse pas deux ans, une réserve sera constituée entre les mains des commissaires fiduciaires au moyen du transfert direct, auprès d'eux, par les établissements d'émission, d'une somme prélevée sur le produit de l'emprunt et suffisante pour couvrir, pendant un semestre, le service de l'emprunt émis. Toute somme retirée de cette réserve par les commissaires fiduciaires leur sera immédiatement remboursée par le gouvernement emprunteur.

c) Le gouvernement emprunteur versera aux commissaires fiduciaires les fonds nécessaires pour faire face au service de l'emprunt en temps de guerre comme en temps de paix. Ce versement sera fait aux commissaires fiduciaires au plus tard trente jours avant l'échéance de chaque paiement.

Dépot des bons en ce qui concerne les emprunts particuliers.

Article 16.

1. Aussitôt que possible après qu'un contrat visant l'émission de la totalité ou d'une partie d'un emprunt autorisé aura été certifié conformément au paragraphe 4 de l'article 15, les commissaires fiduciaires, convoqués par le Secrétaire général de la Société des Nations, examineront le contrat et les décisions du Conseil qui s'y rapportent. Ils établiront et feront connaître aux gouvernements garants de l'emprunt:

a) Le montant total de chaque paiement exigible chaque année, au titre de ladite émission.

b) La somme maximum dont chaque gouvernement, qu'il soit garant ordinaire ou garant spécial, peut être redevable à titre de garant ordinaire en ce qui concerne chacun de ces paiements.

c) La somme maximum dont chaque gouvernement participant à la garantie spéciale peut être redevable à titre de garant spécial en ce qui concerne chacun de ces paiements.

Les sommes dont il est fait mention dans les alinéas *b*) et *c*) seront déterminées de la manière prévue dans l'article 14, paragraphe 2 *c*).

2. Dans les quatre mois qui suivront la réception de la notification susmentionnée, chaque gouvernement, selon qu'il participe seulement à la garantie ordinaire ou aussi à la garantie spéciale, déposera, à l'ordre des commissaires fiduciaires, dans la banque ou dans tout autre organisme que le Conseil pourra choisir, dès que la Convention entrera en vigueur ou ultérieurement, soit un « Bon de garantie ordinaire », dans la forme prévue à l'annexe I, soit un « Bon de garantie spéciale », dans la forme prévue à l'annexe II, comportant un coupon distinct pour chaque paiement dont le gouvernement peut être redevable chaque année. Les coupons seront libellés et payables dans la monnaie en laquelle le paiement est dû aux détenteurs des titres. Si l'émission est faite en plus d'une monnaie, des bons séparés afférents respectivement au service dû dans chaque monnaie seront déposés.

3. Les coupons desdits bons seront payables à une adresse fixée par le gouvernement et jugée satisfaisante par les commissaires fiduciaires.

4. Le fait de ne pas déposer les bons ainsi qu'il est prévu ci-dessus n'affectera en aucune manière les obligations des gouvernements, soit à titre de garants ordinaires, soit à titre de garants spéciaux, et n'empêchera pas l'émission de l'emprunt sur la base des garanties ordinaires et des garanties spéciales qui y sont attachées en vertu de la présente Convention.

Mécanisme des garanties ordinaires et des garanties spéciales en cas de manquement de la part du gouvernement emprunteur.

Article 17.

1. *a*) Le service des emprunts contractés en vertu de la présente Convention restera toujours une charge incombant en premier lieu au gouvernement emprunteur. Les garanties prévues par la Convention ne joueront que dans le cas et dans la mesure où les commissaires fiduciaires ne recevraient pas du gouvernement emprunter les fonds necessaires, ou seraient dans l'impossibilité d'assurer le service de l'emprunt au moyen des réserves constituées conformément au paragraphe 5 *b*) de l'article 15.

b) Dans un cas de ce genre, les commissaires fiduciaires feront simultanément appel à tous les gouvernements garants, sans distinction entre les garants ordinaires et les garants spéciaux. Ils utiliseront les sommes ainsi obtenues pour le service de l'emprunt et rembourseront ensuite proportionnellement aux gouvernements participant à la garantie spéciale, sur le reliquat des sommes ainsi produites, les montants versés par ces gouvernements en excédent des obligations assumées par eux à titre de garants ordinaires. Le fait qu'un gouvernement garant tarde à répondre à un appel de fonds est reconnu comme imposant l'obligation d'indemni-

ser les gouvernements participant à la garantie spéciale, comme il est prévu dans les articles 19 et 21, pour le préjudice que leur a causé le délai entraîné dans le remboursement des montants versés par eux en excédent des sommes dont ils sont redevables à titre de garants ordinaires.

c) Toutes les sommes obtenues des gouvernements garants par les commissaires fiduciaires, à l'exception des sommes remboursées conformément au paragraphe b) et des sommes reçues par eux au titre des intérêts, conformément à l'article 19, constitueront une dette, portant intérêt, du gouvernement emprunteur.

d) Les obligations entre gouvernements, qui résultent de la présente Convention, seront réglées par l'intermédiaire des commissaires fiduciaires.

2. Les principes énoncés au paragraphe premier seront appliqués conformément aux dispositions des articles 18 à 22 ci-après.

Article 18.

1. Dans le cas où le gouvernement emprunteur se trouverait en défaut en ce qui concerne le versement des fonds afférents au service annuel de l'emprunt autorisé, les commissaires fiduciaires utiliseront la réserve constituée par application de l'article 15, paragraphe 5 b), jusqu'à ce qu'elle soit épuisée. Ils notifieront immédiatement ce manquement aux gouvernements qui participent à la garantie ordinaire ou à la garantie spéciale en ce qui concerne ledit emprunt. Ils notifieront de même tout versement effectué à la réserve.

2. Si, trente jours avant la date à laquelle un paiement dû au titre de l'intérêt ou de l'amortissement devient exigible, les commissaires fiduciaires n'ont pas reçu du gouvernement emprunteur et ne possèdent pas dans la réserve des fonds suffisants pour faire face audit paiement, ils informeront chaque gouvernement garant du montant du déficit ainsi que du montant dont il sera redevable si le déficit n'est pas comblé. Si, vingt jours avant la date de l'échéance, les commissaires fiduciaires se trouvent encore dans l'impossibilité d'effectuer intégralement ledit versement, ils présenteront au paiement les coupons des bons de garantie ordinaire et de garantie spéciale qui couvrent le paiement du service en question. Si le déficit n'atteint pas le montant total de la somme dont il s'agit, les commissaires fiduciaires réduiront proportionnellement les sommes qu'ils demanderont aux gouvernements garants de verser pour lesdits coupons et les coupons seront endossés en conséquence. Si un gouvernement garant n'a pas encore déposé son bon, ainsi que le stipule l'article 16, les commissaires fiduciaires n'en feront pas moins appel à lui, et il sera tenu d'effectuer le paiement dont il est redevable.

3. Les sommes demandées par les commissaires fiduciaires aux gouvernements garants ordinaires et garants spéciaux seront versées aux commissaires fiduciaires immédiatement par lesdits gouvernements. Ces versements auront lieu même si ces gouvernements sont en guerre avec le gouvernement emprunteur, ou avec un pays ou des pays dans lesquels une tranche de l'emprunt aura été émise, et même si les détenteurs de l'un quelconque ou de la totalité des titres de la série de l'emprunt, dans le service de laquelle s'est produit un manquement, sont ressortissants d'un pays ou de pays avec lesquels sont en guerre les gouvernements susmentionnés, ou sont domiciliés dans lesdits pays.

4. Les commissaires fiduciaires assureront le service de l'emprunt au moyen des sommes reçues des gouvernements et utiliseront le solde, ainsi que les sommes versées ultérieurement à la suite des demandes formulées, pour rembourser proportionnellement aux gouvernements participant à la garantie spéciale les sommes versées par eux en sus de celles dont ils étaient redevables en qualité de garants ordinaires.

Article 19.

Si un gouvernement participant à la garantie ordinaire ou à la garantie spéciale ne verse pas intégralement la somme demandée par les commissaires fiduciaires, au moins dix jours avant l'échéance du versement au titre de l'intérêt ou de l'amortissement, les commissaires fiduciaires imputeront à la charge dudit gouvernement, et ce gouvernement devra leur verser, les intérêts composés sur le montant de l'arriéré, au taux fixé par l'article 21. Cette somme sera considérée comme étant l'intérêt dû à ceux des gouvernements participant à la garantie spéciale qui ont rempli leurs obligations à la date fixée, en considération du fait que le retard avait pour effet d'ajourner le paiement des sommes remboursables à ces gouvernements, et les sommes reçues seront versées auxdits gouvernements participant à la garantie spéciale, proportionnellement aux montants versés par eux en sus des sommes dont ils étaient redevables en qualité de garants ordinaires.

Article 20.

1. Le montant de la somme non versée par le gouvernement emprunteur, au titre d'un paiement garanti afférant à un emprunt, constituera une dette de ce gouvernement à l'égard des commissaires fiduciaires, portant intérêts composés au taux mentionné à l'article 21 à partir de la date à laquelle ledit gouvernement devait fournir aux commissaires fiduciaires les fonds nécessaires pour le service de l'emprunt.

2. Les sommes reçues par les commissaires fiduciaires de la part du gouvernement emprunteur après que celui-ci s'est trouvé en défaut pour faire face au service garanti de l'emprunt, devront, si cela est nécessaire, être utilisées en premier lieu pour couvrir les arriérés éventuels du service garanti de l'emprunt, sans tenir compte des garanties ordinaires et des garanties spéciales prévues par la présente Convention, et, en second lieu, pour reconstituer la réserve visée par l'article 15, paragraphe 5 b). Sous réserve de cette disposition, toute somme non requise pour le service courant de l'emprunt servira à rembourser aux gouvernements participant à la garantie spéciale et à la garantie ordinaire, avec les intérêts correspondants, les sommes qu'ils auront fournies pour faire face aux manquements dans le service de l'emprunt et qui ne leur auront pas été remboursées. Chaque gouvernement aura droit au remboursement de la somme versée par lui en qualité de garant ordinaire, augmentée des intérêts composés, au taux mentionné à l'article 21, à partir de la date du versement effectué par lui auprès des commissaires fiduciaires. Chaque gouvernement participant à la garantie spéciale aura droit, en outre, à recevoir la somme versée en sus de celle dont il était redevable à titre de garant ordinaire, ainsi que sa part de tous intérêts imputables à d'autres gouvernements, conformément à l'article 19. Sera effectué en premier lieu le remboursement, aux gouvernements participant à la garantie spéciale, des sommes versées par eux en sus de celles dont ils étaient redevables en qualité de garants ordinaires et les sommes dues pour des manquements antérieurs seront remboursées intégralement avant qu'un paiement quelconque soit effectué en ce qui concerne des manquements plus récents. Sous réserve des dispositions susmentionnées, les remboursements seront effectués proportionnellement aux sommes dues aux divers gouvernements.

3. Un remboursement effectué au profit des gouvernements participant à la garantie spéciale qui sont visés par le paragraphe 2 annulera, dans une proportion correspondante, les créances de ces gouvernements vis-à-vis des autres gouvernements participant à la garantie ordinaire ou à la garantie spéciale. Les commissaires fiduciaires détermineront le montant des dettes éteintes ou réduites et aviseront les gouvernements intéressés.

Article 21.

L'intérêt composé prévu par les articles 19 et 20 sera calculé par semestre et à un taux qui dépassera de un pour cent le taux de l'intérêt payable sur l'emprunt garanti, ou, si l'emprunt a été émis en plusieurs séries, sur la série particulière dans le service de laquelle le manquement s'est produit.

Article 22.

Toutes les questions relatives à l'exécution des articles 16 à 21 inclusivement seront réglées par les commissaires fiduciaires. Toutefois, tout gouvernement intéressé pourra interjeter appel par-devant le Conseil de la Société des Nations, dont la décision sera définitive. L'appel au Conseil ne suspendra pas l'exécution de la décision des commissaires fiduciaires.

GARANTIES D'ÉTATS NON MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Article 23.

Le Conseil de la Société des Nations, avec le consentement des gouvernements qui sont intéressés à un emprunt en qualité de garants spéciaux, peut accepter l'offre formulée par un État non membre de la Société en vue de participer à la garantie du service annuel d'un emprunt déterminé que le Conseil décide d'autoriser par application de la présente Convention. L'acceptation de cette offre n'entraînera pas, pour les gouvernements, soit à titre de garants ordinaires, soit à titre de garants spéciaux, l'obligation d'effectuer des paiements plus considérables que ceux dont ils auraient été redevables si l'État non membre n'avait pas convenu de participer à la garantie.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 24.

Les commissaires fiduciaires, s'ils reçoivent du Conseil de la Société des Nations des instructions à cet effet, suspendront tous les versements qui doivent être effectués, soit au gouvernement ou aux habitants d'un territoire auquel les sanctions financières prévues à l'article 16 du Pacte sont devenues applicables, soit au profit dudit gouvernement et desdits habitants; les sommes retenues par les commissaires fiduciaires, ainsi que les intérêts qu'elles auront pu porter, seront payables dès que le Conseil estimera que le maintien desdites sanctions n'est plus justifié.

Article 25.

Les gouvernements participant à la garantie ordinaire ou à la garantie spéciale s'engagent à faciliter d'une manière aussi complète que possible l'émission des emprunts autorisés conformément à la présente Convention, tant en ouvrant leur marché financier à ces emprunts qu'en s'abstenant de toute susceptible de compromettre l'efficacité de l'assistance financière faisant l'objet de la présente Convention.

Article 26.

Aux fins de la présente Convention, le franc-or représentera une valeur monétaire équivalant à 0,322581 gramme ou à 4,97818 grains d'or fin au titre de 9/10mes.

Article 27.

Tous les différends relatifs à l'interprétation ou au mode d'application de la présente Convention seront réglés par décision du Conseil de la Société des Nations.

Article 28.

1. Les décisions du Conseil en vertu des articles 1 ou 2 ou celles prononçant la suspension de l'emprunt prévue par l'article 15, alinéa 3, seront prises à l'unanimité des Membres représentés à la réunion, le vote des représentants des parties au différend ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité.

2. Toutes les autres décisions du Conseil en vertu de la présente Convention seront prises à la simple majorité des voix des Membres représentés à la réunion, le vote des représentants des parties au différend ne comptant pas dans le calcul.

3. Un Membre de la Société qui n'est pas Membre du Conseil ne pourra revendiquer le droit de siéger au Conseil lorsque celui-ci discutera des questions soulevées par la présente Convention, pour la seule raison qu'il est garant ordinaire ou garant spécial aux termes de la présente Convention.

Article 29.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme portant atteinte aux droits et obligations résultant, pour les Hautes Parties contractantes, des stipulations de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations.

CLAUSES FINALES.

Article 30.

1. La présente Convention, dont le texte français et le texte anglais feront également foi, portera la date de ce jour. Elle pourra, jusqu'au 31 décembre 1931, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera réception à tous les Membres de la Société.

Article 31.

A partir du 1er janvier 1932, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre de la Société des Nations. Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera réception à tous les Membres de la Société.

Article 32.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'à condition que les ratifications ou adhésions reçues aient eu pour effet de faire couvrir par des garanties ordinaires et également par les garanties spéciales d'au moins trois gouvernements une somme d'au moins 50 millions de francs-or pour le service annuel des emprunts.

Article 33.

1. La présente Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle les conditions stipulées à l'article 32 seront remplies, et sous réserve des dispositions de l'article 35.

2. Le Secrétaire général procédera aux calculs nécessaires en vue de l'application de l'article 32 et notifiera l'entrée en vigueur de la Convention à tous les Membres de la Société.

3. A l'égard de chacun des Membres de la Société des Nations au nom duquel des ratifications ou des adhésions seront ultérieurement déposées, la Convention prendra effet le jour où l'instrument de ratification ou d'adhésion sera déposé auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le montant maximum total couvert par les garanties ordinaires, conformément à l'article 7, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention, et toute augmentation ultérieure de ce montant résultant d'une nouvelle ratification ou adhésion, seront notifiées à tous les Membres de la Société par le Secrétaire général.

Article 34.

Sous réserve des conditions stipulées à l'article 35, les dispositions suivantes s'appliqueront:

1. La présente Convention sera conclue pour une durée allant jusqu'à la fin de l'année 1945.

2. Elle demeurera en vigueur pour de nouvelles périodes successives de cinq années en ce qui concerne les Hautes Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée au moins deux ans avant l'expiration de la période en cours.

3. La dénonciation sera effectuée par une note écrite déposée auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera réception à tous les Membres de la Société. Une dénonciation pourra s'appliquer seulement à une garantie du gouvernement d'un territoire particulier d'une Haute Partie contractante.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, la Convention cessera d'être en vigueur, dans la mesure où elle s'applique à l'autorisation de nouveaux emprunts, à la fin de la période primitive pour laquelle elle a été conclue ou de toute période successive pendant laquelle elle demeurera en vigueur, si, à cette date, par suite de dénonciations ou des effets du paragraphe 7 ci-après, la somme annuelle à laquelle s'élèvent les garanties ordinaires se trouve réduite à moins de 50 millions de francs-or, ou si le nombre des gouvernements participant à la garantie spéciale est devenu inférieur à trois.

5. *a*) Les obligations de tout gouvernement relativement à des emprunts déjà autorisés en vertu de la présente Convention ne seront pas affectées par la dénonciation de la Convention ou par le fait qu'elle cessera d'être en vigueur dans les conditions prévues au paragraphe 4 ci-dessus ou à l'article 35.

b) Le Conseil de la Société des Nations et les commissaires fiduciaires continueront à exercer, en ce qui concerne des emprunts déjà autorisés, toutes les fonctions qui leur sont attribuées par la présente Convention, jusqu'à ce que ces emprunts aient été remboursés en totalité.

6. Si les ratifications ou adhésions nécessaires pour que la présente Convention puisse entrer en vigueur ne sont pas déposées avant la fin de l'année 1935, le Conseil de la Société des Nations convoquera une Conférence pour examiner la situation.

7. Le fait qu'un Etat cesse d'être Membre de la Société des Nations aura pour effet de mettre fin, à la date à laquelle le retrait ou l'exclusion deviennent effectifs, à tous les droits et toutes les obligations du gouvernement intéressé, en vertu de la présente Convention, à l'exception des obligations qui lui incombent déjà du fait de l'autorisation antérieure d'un emprunt, en application de la Convention.

Article 35.

1. L'entrée en vigueur de la présente Convention et son maintien en vigueur en ce qui concerne l'autorisation de nouveaux emprunts seront subordonnés, à l'égard de chacune des Hautes Parties contractantes, respectivement à l'entrée et au maintien en vigueur à l'égard de cette Partie, d'un plan de réduction des armements adopté en application de l'article 8 du Pacte de la Société des Nations.

2. Nonobstant les dispositions des articles 1, 2 et 14, si, après le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du plan visé ci-dessus, une Haute Partie contractante ne se conforme pas aux obligations résultant pour elle de ce plan, elle ne pourra bénéficier de l'assistance financière prévue à la présente Convention.

Article 36.

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations le jour de son entrée en vigueur.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève le deux octobre mil neuf cent trente en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société.

Pour l'Albanie:

D. Beratti

Pour l'Autriche:

Sous réserve que cette signature ne sortira ses effets qu'au moment où un accord avec les Etats intéressés aura écarté les obstacles qui s'opposent encore à l'application de la Convention pour ce qui concerne l'Autriche, à savoir le contrôle de crédit exercé par le Comité de contrôle et, d'autre part, le privilège général conféré aux Etats ayant accordé des crédits de relèvement.

E. Pflügl

Pour la Belgique:

H. Carton de Wiart

Pour la Bolivie:

Sous réserve d'approbation constitutionnelle.

A. Costa du Rels

A. Cortadellas

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique, non membres séparés de la Société des Nations.

Cecil

Pour l'Australie:

Frank Brenan

Pour l'Etat Libre d'Irlande:

Sean Lester

Pour la Bulgarie:

Bouroff

Pour Cuba:
ORESTES FERRARA

Pour le Danemark:
L. MOLTESEN

Pour l'Espagne:
J. QUINONES DE LEÓN

Pour l'Estonie:
A. PIIP

Pour l'Ethiopie:
C.TE LAGARDE duc D'ENTOTTO

Pour la Finlande:
RAFAEL ERICH
RUDOLF HOLSTI

Pour la France:
ARISTIDE BRIAND

Pour la Grèce:
A. MICHALAKOPOULOS

Pour la Lettonie:
G. ALBAT

Pour la Lithuanie:
DOVAS ZAUNIUS

Pour la Norvège:
CHR. L. LANGE

Pour les Pays-Bas:
Y compris les Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao.
J. LOUDON

Pour le Pérou:
J. M. BARRETO

Pour la Perse:
HUSSEIN ALA

Pour la Pologne:
HIPOLIT GLIWIC

Pour le Portugal:
AUGUSTO DE VASCONCELLOS

Pour la Roumanie:
G. G. MIRONESCU

Pour la Suède:
En signant la Convention pour l'assistance financière, le Délégué de la Suède a fait remarquer que, en vertu des lois constitutionnelles de la Suède, les opérations d'emprunts sont confiées à une autorité spéciale (Riksgäldskontoret), directement nommée par le Parlement.

K. I. WESTMAN

Sous réserve de ratification par Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riks-dag.

Pour la Tchécoslovaquie:
Dr. EDUARD BENES

Pour la Yougoslavie:
Dr. V. MARINKOVITCH

ANNEXE I.

FORME DES BONS DE GARANTIE ORDINAIRE

EMPRUNT DU GOUVERNEMENT . . . . garanti en vertu de la Convention d'assistance financière conclue à . . . . le . . . .
Émission de (spécifier les détails de l'émission) . . . .
BON DE GARANTIE ORDINAIRE DU GOUVERNEMENT . . . . . .

ATTENDU que, sous réserve des dispositions de la Convention d'assistance financière susmentionnée, le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . est un garant ordinaire des emprunts autorisés et contractés conformément à ladite Convention;

ATTENDU que les commissaires fiduciaires prévus dans ladite Convention ont certifié audit gouvernement que le gouvernement (nom du gouvernement emprunteur) . . . . a conclu un contrat qui a été dûment approuvé et certifié, ainsi qu'il est prescrit par ladite Convention, pour l'émission de (indiquer les détails de l'émission) . . . . qui constitue une partie (la totalité) d'un emprunt autorisé par le Conseil de la Société des Nations en vertu de ladite Convention et jouissant de la garantie ordinaire du gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . .

ET ATTENDU que les commissaires fiduciaires susmentionnés ont certifié au gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . que: *a*) le montant total de chaque versement dû au titre de l'émission par le contrat mentionné ci-dessus, et *b*) la somme maximum dont le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . peut être redevable à titre de garant ordinaire en ce qui concerne chacun de ces paiements, sont respectivement les sommes indiquées dans les colonnes A et B des parties I et II du tableau reproduit ci-après.

EN CONSÉQUENCE, le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . reconnaît qu'il a garanti chacun desdits paiements jusqu'à concurrence de ses obligations à titre de garant ordinaire, telles qu'elles sont indiquées dans ledit tableau; sur présentation par les commissaires fiduciaires susmentionnés ou en leur nom, de l'un des coupons attachés au présent bon, à (indiquer le lieu de présentation) . . . . conformément aux dispositions de la Convention, il versera immédiatement au porteur ou suivant les instructions des commissaires fiduciaires, en (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est libellé) . . . . la somme, ne dépassant pas le maximum payable à ce titre, que les commissaires fiduciaires certifient être due sur le coupon pour combler un déficit dans les fonds prévus pour assurer le paiement auquel se rapporte le coupon.

TABLEAU DES PAIEMENTS AU TITRE DES INTÉRETS ET DE L'AMORTISSEMENT ET DES OBLIGATIONS MAXIMUMS CORRESPONDANTES RESULTANT DE LA GARANTIE ORDINAIRE DU GOUVERNEMENT

. . . .

PARTIE I. — PAIEMENTS AU TITRE DES INTÉRÊTS.

Date d'échéance des intérêts	A Montant total du paiement	B Obligation maximum du gouvernement . . . . en sa qualité de garant ordinaire
. . . . . .	. . . . . .	. . . . . .

Partie II. — Paiements au titre de l'amortissement.

Date d'échéance de l'amortissement	A Montant total du paiement	B Obligation maximum du gouvernement . . . . en sa qualité de garant ordinaire
. . . . .	. . . . . .	. . . .

(Date) . . . . (Signature) . . . . . .

FORME DU COUPON D'INTÉRET ATTACHÉ AU BON DE GARANTIE ORDINAIRE

Emprunt du gouvernement . . . . garanti en vertu de la Convention d'assistance financière, conclue à . . . . . le . . . .

Émission de (indiquer les détails de l'émission) . . . .

Coupon représentant la somme payable par le gouvernement . . . . . . en sa qualité de garant ordinaire en ce qui concerne le versement au titre des intérêts dus le (date d'échéance de l'intérêt) . . . .

Sur présentation du présent coupon dans les vingt jours précédant le (date d'échéance des intérêts) . . . . à (lieu de présentation). . . . . par les commissaires fiduciaires prévus dans la Convention susmentionnée ou en leur nom, le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . paiera au porteur, ou conformément aux instructions des commissaires fiduciaires, en (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est émis) . . . . la somme ne dépassant pas (montant de l'obligation maximum du gouvernement à titre de garant ordinaire) . . . . qui, ainsi qu'il est certifié ci-après, est devenue payable sur ce coupon.

(Signature) . . . .

Certificat des commissaires fiduciaires.

Nous certifions que la somme de . . . . est devenue payable sur ce coupon pour combler un déficit de . . . . dans les fonds prévues pour assurer le paiement des intérêts auxquels ce coupon se rapporte.

(Date) . . . . (Signature) . . . . . .

FORME DU COUPON D'AMORTISSEMENT ATTACHÉ AU BON DE GARANTIE ORDINAIRE

Emprunt du gouvernement . . . . garanti en vertu de la Convention d'assistance financière conclue à . . . . . le . . . .

Emission de (indiquer les détails de l'émission) . . . .

Coupon représentant la somme payable par le gouvernement . . . . . . en sa qualité de garant ordinaire en ce qui concerne le versement au titre de l'amortissement dû le (date d'échéance de l'amortissement) . . . .

Sur présentation du présent coupon dans les vingt jours précédant le (date d'échéance de l'amortissement) . . . . à (lieu de présentation) . . . . par les commissaires fiduciaires prévus dans la Convention susmentionnée ou en leur nom, le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . paiera au porteur, ou conformément aux instructions des commissaires fiduciaires, en (indiquer la monnaie dans laquelle l'émprunt est émis) . . . . la somme ne dépassant pas (montant de l'obligation maximum du gouvernement à titre de garant ordinaire) . . . . qui, ainsi qu'il est certifié ci-après, est devenue payable sur ce coupon.

(Signature) . . . .

Certificat des commissaires fiduciaires.

Nous certifions que la somme de . . . . . est devenue payable sur ce coupon pour combler un déficit de . . . . . . dans les fonds prévus pour assurer le paiement de l'amortissement auquel ce coupon se rapporte.

(Date) . . . . (Signature) . . . . . .

Annexe 2.

FORME DES BONS DE GARANTIE SPÉCIALE

Emprunt du gouvernement . . . . garanti en vertu de la Convention d'assistance financière conclue à . . . . . . le . . . .

Émission de (spécifier les détails de l'émission) . . . .

Bon de garantie spéciale du gouvernement . . . . .

Attendu que, sous réserve des dispositions de la Convention d'assistance financière susmentionnée, le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . est un garant spécial des emprunts autorisés et contractés conformément à ladite Convention;

Attendu que les commissaires fiduciaires prévus dans ladite Convention ont certifié audit gouvernement que le gouvernement (nom du gouvernement emprunteur) . . . . a conclu un contrat qui a été dûment approuvé et certifié, ainsi qu'il est prescrit par ladite Convention, pour l'émission de (indiquer les détails de l'émission) . . . . constitue une partie (la totalité) d'un emprunt autorisé par le Conseil de la Société des Nations en vertu de ladite Convention et jouissant de la garantie spéciale du gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . .

Et attendu que les commissaires fiduciaires susmentionnés ont certifié au gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . que: *a*) le

montant total de chaque versement dû au titre de l'émission prévue par le contrat mentionné ci-dessus, et *b*) la somme maximum dont le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . peut être redevable à titre de garant ordinaire en ce qui concerne chacun de ces paiements, et *c*) la somme maximum dont ledit gouvernement peut être redevable à titre de garant spécial en ce qui concerne chacun de ces paiements, sont respectivement les sommes indiquées dans les colonnes A, B et C des parties I et II du tableau reproduit ci-après:

En conséquence, le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . reconnaît qu'il a garanti chacun desdits paiements jusqu'à concurrence de ses obligations à titre de garant spécial, telles qu'elles sont indiquées dans ledit tableau; sur présentation par les commissaires fiduciaires susmentionnés ou en leur nom, de l'un des coupons attachés au présent bon, à (indiquer le lieu de présentation) . . . . conformément aux dispositions de la Convention, il versera immédiatement au porteur ou suivant les instructions des commissaires fiduciaires, en (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est libellé) . . . . la somme, ne dépassant pas le maximum payable à ce titre, que les commissaires fiduciaires certifient être due sur le coupon pour combler un déficit dans les fonds prévus pour assurer le paiement auquel se rapporte le coupon.

TABLEAU DES PAIEMENTS AU TITRE DES INTÉRÊTS ET DE L'AMORTISSEMENT ET DES OBLIGATIONS MAXIMUMS CORRESPONDANTES RESULTANT DE LA GARANTIE SPÉCIALE DU GOUVERNEMENT.

. . . .

PARTIE I. — PAIEMENTS AU TITRE DES INTÉRÊTS.

Date d'échéance des intérêts	A Montant total du paiement	B Obligation maximum du gouvernement .... en sa qualité de garant ordinaire	C Obligation maximum du gouvernement ...... à titre de garant spécial (c'est-à-dire obligation à titre de garant ordinaire plus la somme additionnelle simultanément garantie)
. . .	. .	. . . . .	. . . .

PARTIE II. — PAIEMENTS AU TITRE DE L'AMORTISSEMENT.

Date d'échéance de l'amortissement	A Montant total du paiement	B Obligation maximum du gouvernement .... en sa qualité de garant ordinaire	C Obligation maximum du gouvernement ...... à titre de garant spécial (c'est-à-dire obligation à titre de garant ordinaire plus la somme additionnelle simultanément garantie)
. . .	. .	. . . . .	. . . .

(*Date*) . . . . (*Signature*) . . . . . .

FORME DU COUPON D'INTÉRÊT ATTACHÉ AU BON DE GARANTIE SPÉCIALE.

Emprunt du gouvernement . . . . garanti en vertu de la Convention d'assistance financière, conclue à . . . . . . le . . . .

Émission de (indiquer les détails de l'émission) . . . .

Coupon représentant la somme payable par le gouvernement . . . . en sa qualité de garant spécial en ce qui concerne le versement au titre des intérêts dus le (date d'échéance de l'intérêt) . . . .

Sur présentation du présent coupon dans les vingt jours précédant le (date d'échéance des intérêts) . . . . à (lieu de présentation) . . . . par les commissaires fiduciaires prévus dans la Convention susmentionnée ou en leur nom, le gouvernement (nom du gouvernement garant). . . . . paiera au porteur, ou conformément aux instructions des commissaires fiduciaires, en (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est émis) . . . . la somme ne dépassant pas (montant de l'obligation maximum du gouvernement à titre de garant spécial) . . . . qui, ainsi qu'il est certifié ci-après, est devenue payable sur ce coupon.

(*Signature*) . . . .

Certificat des commissaires fiduciaires.

Nous certifions que la somme de . . . . sur laquelle le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . est redevable de . . . . à titre de garant ordinaire et dont le solde, à savoir . . . . constitue la somme additionnelle simultanément garantie, est devenue payable sur le présent coupon pour combler un déficit de . . . . dans les fonds prévus pour assurer le paiement des intérêts auxquels ce coupon se rapporte. . . . .

(*Date*) . . . . (*Signature*) . . . . .

FORME DU COUPON D'AMORTISSEMENT ATTACHÉ AU BON DE GARANTIE SPÉCIALE.

Emprunt du gouvernement . . . . garanti en vertu de la Convention d'assistance financière conclue à . . . . le . . . .

Émission de (indiquer les détails de l'émission) . . . .

Coupon représentant la somme payable par le gouvernement . . . . en sa qualité de garant spécial en ce qui concerne le versement au titre de l'amortissement dû le (date d'échéance de l'amortissement) . . . .

Sur présentation du présent coupon dans les vingt jours précédant le (date d'échéance de l'amortissement) . . . . à (lieu de présentation) . . . . par les commissaires fiduciaires prévus dans la Convention susmentionnée ou en leur nom, le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . paiera au porteur, ou conformément aux instructions des commissaires fiduciaires, en (indiquer la monnaie dans laquelle l'emprunt est émis) . . . . la somme ne dépassant pas (montant de l'obligation maximum du gouvernement à titre de garant spécial) . . . . qui, ainsi qu'il est certifié ci-après, est devenue payable sur ce coupon.

(*Signature*) . . . .

Certificat des commissaires fiduciaires.

Nous certifions que la somme de . . . . sur laquelle le gouvernement (nom du gouvernement garant) . . . . est redevable de . . . . à titre de garant ordinaire et dont le solde, à savoir . . . . constitue la somme additionnelle simultanément garantie, est devenue payable sur le présent coupon pour combler un déficit de . . . . dans les fonds prévus pour assurer le paiement de l'amortissement auquel ce coupon se rapporte.

(*Date*) . . . . (*Signature*) . . . .

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:

MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 23 giugno 1932, n. **1179**.

Determinazione del contributo dovuto dal comune di Brescia per il soppresso comune di S. Eufemia della Fonte e per la frazione Caionvico in applicazione dell'art. 55, lettera c), del testo unico delle leggi sull'istruzione elementare.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto il R. decreto 18 ottobre 1927, che stabilisce le sedi dei Provveditorati agli studi e le relative circoscrizioni, ed il R. decreto 2 dicembre 1928 che lo modifica;

Veduto l'art. 19 del R. decreto-legge 4 settembre 1925, n. 1722;

Veduti gli articoli 55 e 56 del testo unico delle leggi sull'istruzione elementare approvato con R. decreto 5 febbraio 1928, n. 577;

Veduti gli elenchi dei posti d'insegnante di scuole classificate, legalmente istituiti ed esistenti al 1° aprile 1930 nei comuni di S. Eufemia della Fonte e nella frazione Caionvico del comune di Botticino della provincia di Brescia, elenchi compilati dal Regio provveditore agli studi di Milano;

Visto il R. decreto 27 settembre 1928, n. 2385, col quale il comune di S. Eufemia della Fonte, nonchè la frazione Caionvico del comune di Botticino, furono aggregati a Brescia;

Veduto che le scuole di S. Eufemia della Fonte e quelle di Caionvico passarono alla diretta dipendenza del comune autonomo di Brescia a decorrere dal 1° ottobre 1930;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È approvata la liquidazione del contributo che il comune di Brescia per il soppresso comune di S. Eufemia della Fonte e per la frazione Caionvico deve versare annualmente alla Regia tesoreria dello Stato in applicazione dell'art. 55, lettera c), del testo unico delle leggi sull'istruzione elementare approvato con R. decreto 5 febbraio 1928, n. 577, il cui ammontare rimane stabilito, per il periodo 1° aprile 1930-30 settembre 1930, nella somma indicata nell'elenco che, d'ordine Nostro, viene annesso al presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a San Rossore, addì 23 giugno 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

GIULIANO — MOSCONI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 settembre 1932 - Anno X
Atti del Governo, registro 324, foglio 122. — MANCINI.

***ELENCO** delle somme che i sottoindicati Comuni devono annualmente versare alla R. Tesoreria dello Stato, in applicazione dell'art. 55, lettera c), del testo unico delle leggi sull'istruzione elementare, approvato con R. decreto 5 febbraio 1928, n. 577, per il periodo 1° aprile 1930-30 settembre 1930.*

Numero d'ordine	COMUNI	Numero delle scuole classificate esistenti in ciascun Comune	Contributo a carico di ciascun Comune	
			per ogni posto di scuola classificata	Totale
	I. — Provincia di BRESCIA.			
1	Brescia per l'ex comune di S. Eufemia della Fonte e la frazione Caionvico del comune di Botticino	15	400	6.000

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le finanze: MOSCONI.

Il Ministro per l'educazione nazionale: GIULIANO.

REGIO DECRETO 22 aprile 1932, n. **1180**.

Contributo dovuto dallo Stato al comune di Campobasso per la diretta amministrazione delle scuole elementari dell'ex comune di Oratino.

N. 1180. R. decreto 22 aprile 1932, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze, il contributo annuale dovuto dallo Stato al comune di Campobasso per la diretta amministrazione delle scuole elementari dell'ex comune di Oratino, già determinato in annue L. 47.134,35 col R. decreto 21 novembre 1929, n. 2405, è ridotto, per il periodo dal 1° dicembre 1930 al 31 dicembre 1931, ad annue L. 40.724,06.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 settembre 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 22 aprile 1932, n. **1181**.

Contributo dovuto dallo Stato al comune di Nuoro per la diretta amministrazione delle scuole elementari.

N. 1181. R. decreto 22 aprile 1932, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze, il contributo annuale dovuto dallo

Stato al comune di Nuoro, per la diretta amministrazione delle scuole elementari, già fissato in L. 179.104,90 col R. decreto 19 settembre 1929, n. 2079, è ridotto, per il periodo 1° dicembre 1930-31 dicembre 1931, ad annue lire 153.557,70.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 settembre 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 3 marzo 1932, n. 1182.
Contributo dovuto dallo Stato al comune di Bergamo per la diretta amministrazione delle scuole elementari dell'ex comune di Redona.

N. 1182. R. decreto 3 marzo 1932, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze, il contributo annuale dovuto dallo Stato al comune di Bergamo per la diretta amministrazione delle scuole elementari dell'ex comune di Redona viene determinato in L. 66.155,87 per il periodo dal 1° gennaio 1929 al 30 novembre 1930 ed in L. 57.412,20 per il periodo dal 1° dicembre 1930 al 31 dicembre 1931.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 14 aprile 1932, n. 1183.
Contributo dovuto dallo Stato al comune di Pesaro per la diretta amministrazione delle scuole elementari dell'ex comune di Ginestreto.

N. 1183. R. decreto 14 aprile 1932, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze, il contributo annuale dovuto dallo Stato al comune di Pesaro per la diretta amministrazione delle scuole elementari dell'ex comune di Ginestreto, già fissato in L. 28.970,46 col R. decreto 18 settembre 1930, n. 1959, è ridotto, per il periodo 1° dicembre 1930-31 dicembre 1931, ad annue L. 24.992,10.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 2 maggio 1932, n. 1184.
Annullamento dei contributi scolastici determinati a carico del comune di Vallenoncello col R. decreto 5 novembre 1931, n. 1590.

N. 1184. R. decreto 2 maggio 1932, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze, vengono annullati, a decorrere dal 1° gennaio 1931, i contributi scolastici già consolidati a carico del comune di Vallenoncello col R. decreto 5 novembre 1931, n. 1590.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 16 giugno 1932, n. 1185.
Annullamento di contributi scolastici dei Comuni aggregati a Terni.

N. 1185. R. decreto 16 giugno 1932, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze, vengono annullati, a decorrere dal 1° luglio 1927, i contributi scolastici già consolidati a carico dei comuni di Cesi, Collescipoli, Collestatte, Papigno, Piediluco, Stroncone e Torre Orsina con il decreto Luogotenenziale 28 luglio 1918, n. 1539, e con i Regi decreti 20 marzo 1921, n. 578, 24 gennaio 1915, n. 568, e 24 settembre 1914, n. 1365.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 19 maggio 1932, n. 1186.
Annullamento dei contributi scolastici determinati a carico del comune di Grinzane Cavour col R. decreto 5 novembre 1931, n. 1559.

N. 1186. R. decreto 19 maggio 1932, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze, vengono annullati a decorrere dal 6 febbraio 1931 i contributi scolastici consolidati a carico del comune di Grinzane Cavour col R. decreto 5 novembre 1931, n. 1559.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 26 maggio 1932, n. 1187.
Annullamento dei contributi scolastici liquidati a carico del comune di Grinzane Cavour col R. decreto 20 giugno 1930, n. 1179.

N. 1187. R. decreto 26 maggio 1932, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze, vengono annullati a decorrere dal 6 febbraio 1931 i contributi scolastici già consolidati a carico del comune di Grinzane Cavour col R. decreto 20 giugno 1930, n. 1179.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 23 giugno 1932, n. 1188.
Annullamento dei contributi scolastici già consolidati a carico dei comuni di S. Eufemia della Fonte e Caionvico.

N. 1188. R. decreto 23 giugno 1932, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze, vengono annullati, a decorrere dal 1° ottobre 1930, i contributi scolastici già consolidati a carico dei comuni di S. Eufemia della Fonte e Caionvico col R. decreto 21 gennaio 1915, n. 142.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 5 agosto 1932.
Scioglimento del Consiglio di amministrazione della Stazione sperimentale di maiscoltura di Bergamo e nomina del commissario straordinario dell'Ente.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti gli articoli 13 e 42 del R. decreto-legge 25 novembre 1929, n. 2226, concernente provvedimenti per le Stazioni sperimentali agrarie, modificati con la legge 5 giugno 1930, n. 951;

Considerato che, in seguito alla morte del presidente ed alle dimissioni di alcuni componenti del Consiglio di amministrazione della Stazione sperimentale di maiscoltura di Bergamo e fino a quando non sarà possibile di provvedere alla costituzione del Comitato amministrativo di tale Stazione, a norma del nuovo statuto dell'Ente, da emanarsi giusta l'art. 3 del R. decreto-legge 25 novembre 1929, n. 2226, viene a determinarsi irregolare funzionamento della Stazione;

Ritenuta, in conseguenza, l'opportunità dello scioglimento del Consiglio di amministrazione della predetta Stazione e della nomina di un commissario straordinario;

Sentito il parere del Comitato per la sperimentazione agraria;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e le foreste;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il Consiglio di amministrazione della Stazione sperimentale di maiscoltura di Bergamo è sciolto.

L'on. comm. Tobia Ceserani è nominato commissario straordinario, con l'incarico del governo amministrativo della Stazione, fino a nuova disposizione.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 5 agosto 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

ACERBO.

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 settembre 1932 - Anno X
Registro n. 14, Min. agric. e foreste, foglio n. 174.

(6561)

DECRETO MINISTERIALE 22 settembre 1932.

Disposizioni concernenti i pagamenti di merci originarie o provenienti dalla Germania.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI
IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI
ED
IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il R. decreto-legge 21 dicembre 1931, n. 1680, riguardante le modalità per l'importazione di merci da alcuni Paesi esteri;

Decreta:

Art. 1.

Chiunque debba provvedere al pagamento di merci importate, originarie o provenienti dalla Germania, deve valersi esclusivamente degli Enti bancari operanti nel Regno.

Per i pagamenti di cui al comma precedente dovranno essere utilizzati, a mezzo di assegni tratti sui relativi conti in marchi, gli averi di cittadini o Società italiane bloccati in Germania, in conseguenza di disposizioni del Governo germanico relative alle divise.

Ove manchino tali averi, la somministrazione e trasferimento di divise estere o di lire italiane occorrenti per i pagamenti su indicati saranno concessi limitatamente al 25 per cento del prezzo dovuto.

La suddetta percentuale potrà essere modificata con successivi decreti.

Art. 2.

All'atto del ritiro delle divise o della concessione dei trasferimenti di cui all'art. 1, la quota eventuale ancora scoperta ai sensi dell'articolo stesso dovrà, a mezzo dell'Ente bancario che fornirà la valuta o provvederà al trasferimento, essere depositata per conto del creditore in un conto intestato all'Ente bancario stesso presso l'Istituto nazionale per i cambi con l'estero.

Il deposito sarà iscritto in un conto bloccato senza interesse dal quale l'Ente bancario potrà fare prelevamenti solo per utilizzazione di averi in marchi di cittadini o Società italiane bloccati in Germania in conseguenza di disposizioni del Governo germanico relative alle divise.

Art. 3.

I trasferimenti in marchi ed i depositi in lire di cui agli articoli 1 e 2 avranno effetto liberatorio per i debitori italiani.

Del pari nei rapporti tra gli Enti bancari, di cui ai suddetti articoli, ed i creditori tedeschi, per conto dei quali saranno stati effettuati i depositi in lire di cui all'art. 2, avranno effetto liberatorio i prelevamenti di cui al suddetto art. 2.

Art. 4.

Ove il debito di cui all'art. 1 sia espresso in valuta estera la conversione in marchi o in lire italiane sarà fatta al cambio valevole per il giorno di scadenza del debito.

Art. 5.

In relazione al disposto dell'art. 1, chiunque alla data dell'entrata in vigore del presente decreto sia ancora obbligato, in tutto o in parte, al pagamento di merci importate, originarie o provenienti dalla Germania, dovrà entro 10 giorni, farne denuncia all'Istituto nazionale per i cambi con l'estero attraverso le filiali della Banca d'Italia.

Tale denuncia, firmata dal debitore sarà redatta in duplice esemplare, su apposito modulo, e conterrà, tra l'altro, l'indicazione del nome del creditore, la data della fattura, la descrizione della merce, l'importo del prezzo nella valuta in cui il pagamento è convenuto e la scadenza del pagamento stesso.

Uno degli esemplari della denuncia, munito del visto della Banca d'Italia, sarà restituito al denunciante, che dovrà unirlo alla richiesta di somministrazione o di trasferimento di cui all'art. 1.

Art. 6.

L'importatore di merci originarie o provenienti dalla Germania è tenuto a presentare alle dogane del Regno, all'atto della dichiarazione di cui all'art. 5 della legge doganale, apposita denuncia nelle forme di cui all'articolo precedente.

Tale denuncia, firmata dall'importatore o dal suo legale rappresentante, sarà redatta in triplice esemplare su apposito modulo; uno degli esemplari munito del visto della dogana sarà restituito al denunciante che dovrà unirlo alla richiesta di somministrazione o di trasferimento di cui al-

l'art. 1. Un altro esemplare, munito dello stesso visto, sarà a cura della dogana stessa rimesso all'Istituto nazionale per i cambi con l'estero.

Art. 7.

L'importatore di merce proveniente o originaria dalla Germania inviata per la vendita in commissione, dovrà dichiararlo nella denuncia di cui all'art. 6. Delle vendite di tale merce che saranno successivamente effettuate, l'importatore stesso dovrà, di volta in volta, dare comunicazione all'Istituto nazionale per i cambi con l'estero entro 10 giorni dall'avvenuta vendita, nei modi stabiliti per le denuncie di cui all'art. 5.

Art. 8.

Indipendentemente dalle sanzioni comminate dalle vigenti leggi per la violazione o l'inosservanza delle precedenti disposizioni, saranno applicate le sanzioni di cui all'art. 3 del R. decreto-legge 21 dicembre 1931, n. 1680, mediante decreto del Ministro per le finanze che fisserà la somma da pagare all'Erario dello Stato, in misura non superiore al prezzo delle merci importate.

Art. 9.

Il Ministero delle finanze potrà richiedere gli organi competenti perchè procedano ad indagini, investigazioni ed accertamenti circa l'esatto adempimento delle disposizioni contenute nel presente decreto.

Nei confronti degli Enti bancari, il compito di cui al precedente comma sarà esercitato dagli organi di controllo previsti dai Regi decreti-legge 7 settembre 1926, n. 1511, e 6 novembre 1926, n. 1830.

Art. 10.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno 1° ottobre 1932-X.

Roma, addì 22 settembre 1932 - Anno X

MUSSOLINI — JUNG — DE FRANCISCI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1932 - Anno X
Registro n. 8 Finanze, foglio n. 97. — ADROWER.

(6584)

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 50-339 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della signora Cencic Lucia ved. Cenci fu Pietro e fu Concic Marianna, nata a Robedischis l'8 novembre 1855 e residente a Robedischis, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cenci ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Bergogna, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 25 maggio 1932 - Anno X

Il prefetto: TIENGO.

(6292)

N. 50-321 K.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della sig.ra Karara Teresa ved. Zivec di Stefano Karara e di Giuseppina Badalic, nata a Gorizia il 7 giugno 1890 e residente a Gorizia - Vertoiba di Sotto, 221, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Carrara ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Gorizia, sarà notificato all'interessata a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 30 giugno 1932 - Anno X

Il prefetto: TIENGO.

(6296)

N. 650 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Pelz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Pelz Ferdinando, figlio di Antonio e di Govich Francesca, nato a Pola il 27 dicembre 1901 e abitante a Pola, via F. Filzi n. 235, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Pelzi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Vrabec Jolanda di Bernardo e di Dobrich Maria, nata a Pola il

13 febbraio 1907, ed alla figlia Mirella, nata a Pola il 21 settembre 1927.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 24 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4560)

N. 652 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Peras » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Peras Andrea, figlio di Andrea e di Sustessich Gioseffa, nato a Pola il 12 gennaio 1892 e abitante a Pola, via C. Battisti n. 7, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Perasso ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Socolich Elena fu Giorgio e di Milich Virginia, nata a Pola l'8 agosto 1895, ed alla figlia Bruna, nata a Pola il 5 gennaio 1920.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 25 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4561)

N. 651 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Peraich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Peraich Giovanni, figlio del fu Giovanni e di Ussich Mattea, nato a Altura (Pola) il 29 agosto 1861 e abitante ad Altura n. 78, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Peracchi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Verbanaz Elena fu Antonio e fu Vlacich Maria, nata in Altura il 25 aprile 1871, ed al figlio Giovanni, nato in Altura il 16 luglio 1906.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 25 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4562)

N. 648 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione, in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Perziclas » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Perziclas Giacomo, figlio del fu Giovanni e della fu Pauro Caterina, nato ad Altura (Pola) il 19 luglio 1881 e abitante ad Altura n. 136, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Persiglia ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Sirola Maria fu Francesco e fu Premate Maria, nata in Altura l'11 luglio 1885, ed ai figli nati ad Altura: Caterina, il 23 novembre 1904; Stefania, il 16 maggio 1911; Pasqua, il 14 marzo 1912; Giovanni, il 24 maggio 1920; Giacomo, il 17 luglio 1922.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4563)

N. 664 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Perkauz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della sig.na Perkauz Domenica, figlia del fu Pietro e della fu Ghira Bortola, nata a Pola il 15 novembre 1893 e abitante a Pola, via Carducci n. 39, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Percossi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla sorella Pierina, nata a Pola il 9 settembre 1896 ed al fratello Paolo, nato a Pola il 1° luglio 1899.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4564)

N. 623 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Petech » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Petech Giovanni, figlio del fu Giuseppe e di Petech Fosca, nato a Gimino l'11 febbraio 1873 e abitante a Pola, Monte S. Giorgio n. 338, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Gallo ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Calcich Maria di Giacomo e di Gherzich Mattea, nata a Barbana il 10 novembre 1877 ed ai figli: Giuseppe, nato a Fasana il 20 dicembre 1900; Rodolfo, nato a Schongraben il 5 gennaio 1916; ed ai figli nati a Pola: Giovanni, il 27 marzo 1904; Francesco, il 10 ottobre 1907; Teresa, il 15 ottobre 1909; Carlo, il 30 novembre 1913.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4565)

N. 634 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Petrich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Petrich Giovanni, figlio del fu Giovanni e della fu Kolich Maria, nato a Orbanich (Filippano) il 10 aprile 1873 e abitante a Gallesano (Pola) Stanzia Pianella, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Petri ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Iginia Eufemia di Martino e di Berghich Vincenza, nata a Barbana il 1° gennaio 1880 ed al figlio Giovanni, nato a Orbanich il 5 giugno 1905; Fosca, nata a Gallesano (Pola) il 4 aprile 1920 ed ai figli, nati a Valdenaga (Pola): Eufemia, il 19 marzo 1912; Giuseppe, il 27 novembre 1913; Antonio, il 25 aprile 1916.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4566)

N. 635 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Petrich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Petrich Giuseppe, figlio del fu Michele e di Cliba Caterina, nato a Stignano (Pola) il 1° marzo 1882 e abitante a Stignano n. 74, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Petri ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Damianich Maria fu Giovanni e di Petek Antonia, nata a Gimino il 14 febbraio 1890 ed ai figli nati a Stignano: Giuseppe, il 26

ottobre 1910; Maria, il 2 agosto 1912; Mirco, il 17 aprile 1920; Matteo, il 30 luglio 1922; Giovanni, il 17 maggio 1925.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4567)

N. 621 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Petech » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Petech Antonio, figlio del fu Giuseppe e di Petech Fosca, nato a Gimino il 20 febbraio 1868 e abitante a Pola, via Monte Cappelletta (Casa Nuova), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Gallo ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Putigna Giovanna di Giovanni e di Poldrugovaz Maria, nata a Gallignana (Pisino) il 28 agosto 1876 ed ai figli nati a Pola: Antonio, il 14 settembre 1899; Giovanni, il 3 aprile 1902; Anna, il 28 novembre 1904; Carlo, il 31 gennaio 1907; Guerrina, il 28 agosto 1916; Attilio, il 30 gennaio 1920.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4568)

N. 645 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Perziclas » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Perziclas Giovanni, figlio del fu Tomaso e della fu Mattea Caich, nato a Altura (Pola) il 6 settembre 1875 e abitante a Altura n. 132, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Persiglia ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Perich Anna fu Giovanni e fu Pauro Maria, nata in Altura il 2 maggio 1883 ed ai figli nati ad Altura: Tomaso, il 6 maggio 1915; Anna, il 26 febbraio 1916.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4569)

N. 644 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Perziclas » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Perziclas Giovanni, figlio di Giovanni e della fu Lucia Petrich, nato ad Altura (Pola) il 16 giugno 1904 e abitante ad Altura n. 132, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Persiglia ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Ussich Anna fu Vito e fu Lazzarich Maria, nata in Altura il 18 dicembre 1908.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4570)

N. 660 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926,

che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Perdez » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Perdez Giorgio, figlio del fu Vincenzo e della fu Pauro Maria, nato ad Altura (Pola) il 31 agosto 1852 e abitante ad Altura n. 41, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Perdessi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Tromba Caterina fu Andrea e fu Toffetti Lucia, nata in Altura il 14 marzo 1861 ed alla figlia Liubomira, nata in Altura il 15 febbraio 1904.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4571)

N. 663 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Perhat » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signorina Perhat Maria, figlia del fu Giovanni e di Vessellizza Maria, nata a Barbana (Opatia) il 23 agosto 1893 e abitante a Pola, via Stovagnaca n. 16, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Percatti ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4572)

N. 657 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Percich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signorina Percich Maria Albina, figlia di Giovanni e di Zovich Maria, nata a Villa Treviso (Pisino) il 5 agosto 1908 e abitante a Pola, via C. Battisti n. 20, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Persi ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4573)

N. 659 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che i cognomi « Percich-Paulovich » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi del sig. Percich-Paulovich Giuseppe, figlio di Francesco e di Collich Caterina, nato a Pola il 14 marzo 1895 e abitante a Pola, via Stancovich n. 21, sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Persi-Paoli ».

Con la presente determinazione vengono ridotti i cognomi nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Catelan Elda-Maria di Umberto e di Grego Eufemia, nata a Pola il 4 giugno 1905 ed alla figlia Edina, nata a Pola il 9 settembre 1925.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4574)

N. 501-G.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che i cognomi « Glavaz » e « Poglianich » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi della signora Poglianich Margherita vedova Glavaz, figlia del fu Domenico e di Suttora Caterina, nata a Lussinpiccolo il 16 luglio 1877 e abitante a Pola, Clivo Giannario n. 11, sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Pogliani » e « Galvani » (Pogliani Margherita ved. Galvani).

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4575)

N. 617-P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che i cognomi « Petech » e « Slivar » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi della signora Slivar Fosca ved. Petech, figlia del fu Nicolò e della fu Jurcotta Giovanna, nata a Gimino il 14 aprile 1871 e abitante a Peroi (Pola) n. 141, sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silvari » e « Gallo » (Silvari Fosca ved. Gallo).

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta di Gallo anche ai figli del fu Giuseppe Petech, nati a Gimino: Antonio, il 5 marzo 1904; Giuseppe, il 4 dicembre 1911.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 26 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4576)

N. 579-P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che i cognomi « Percovich » e « Voinich » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signora Voinich Anastasia ved. Percovich figlia di Giacomo e di Percovich Marta, nata a Lisignano (Pola) il 1° giugno 1894 e abitante a Lisignano n. 37 è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Voini » e « Percuzzi » (Voini Anastasia ved. Percuzzi).

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 24 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4577)

N. 615-P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che i cognomi « Picinich » e « Zorovich » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi della signora Zorovich Maria vedova Picinich figlia del fu Antonio e di Haracich Giovanna, nata a Lussinpiccolo il 21 novembre 1878 e abitante a Lussinpiccolo, sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Zoroni » e « Piccini » (Zoroni Maria ved. Piccini).

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana di Piccini anche ai figli del fu Giovanni, nati a Lussinpiccolo: Ivo, il 9 settembre 1909; Milan, il 22 gennaio 1912; Maria il 15 ottobre 1914.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, 19 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4578)

N. 173-Z.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. « Zrncevich » Angelo di Giovanni;
Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Montona e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;
Veduto l'art. 2 del Regio decreto-legge precitato;

Decreta:

Al sig. Zrncevich Angelo di Giovanni e di Maria Sikich, nato a Fiume il 30 luglio 1903, residente a Montona, di condizione collettore esattoriale è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Zrncevich in « Zarini ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Giuseppina Serdoz fu Michele e di Caterina Grubessich, nata a Fiume il 20 marzo 1904 ed ai figli, nati a Montona: Lucio, il 13 febbraio 1928; Sergio, il 28 maggio 1930.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Pola, 25 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4579)

N. 254-A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Andrejasic » Giovanni è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Andrejasic Giovanni, figlio del fu Giovanni e della fu Orsola Koren, nato a Piedimonte del Taiano (Erpelle Cosina) il 25 giugno 1872 e abitante a Erpelle Cosina è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Andreassi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Anna Andrejasic fu Antonio e fu Maria Filipio, nata a Piedimonte del Taiano (Erpelle Cosina) il 15 novembre 1874 ed ai figli nati a Piedimonte del Taiano: Francesco, il 25 dicembre 1896; Antonio, il 14 settembre 1899; Maria, il 5 gennaio 1902; Vincenzo, il 5 febbraio 1904; Anna, il 17 ottobre 1905; Carlo, il 25 maggio 1907; Giovanna, il 10 ottobre 1908; Giacomo, il 27 luglio 1910; Francesca, il 3 marzo 1912; Giuseppina, il 28 ottobre 1913; Paola, il 1° settembre 1915; Luigi, il 2 luglio 1920.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4580)

N. 324 J.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Jurich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signora Apostoli Antonia ved. Jurich, figlia del fu Giacomo e della fu Colombin Fortunata, nata a Muggia l'8 aprile 1873 e abitante a Pola, via Epulo n. 3, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Giuri » (Apostoli Antonia ved. Giuri).

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al figlio Enrico del fu Luigi, nato a Pola il 2 giugno 1913.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4581)

N. 1429 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926. n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Babich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Babich Giovanni, figlio del fu Antonio e della fu Antonia Didak, nato a Lussingrande l'11 dicembre 1888, e abitante a Lussingrande, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Babici ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Gioconda Ballarin fu Luigi e di Giuseppina Penso, nata a Lussingrande il 22 dicembre 1888, ed alle figlie nate a Lussingrande: Libera, il 19 gennaio 1919; Aurora, il 14 gennaio 1922; Lidia, il 9 agosto 1925.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 29 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4584)

N. 1694 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Budinich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signora Budinich Caterina ved. di Francesco, figlia del fu Domenico Budinich e della fu Domenica Bellanich, nata a S. Pietro dei Nembi (Lussingrande) il 5 aprile 1863, e abitante a Lussingrande, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Budinis ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 29 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4585)

N. 1437 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Barichievich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signora Barichievich Antonia, figlia del fu Matteo e della Elena Budinich, nata a Lussingrande il 13 dicembre 1882, e abitante a Lussingrande, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Baricelli ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 29 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4588)

N. 1748 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che i cognomi « Bussanich » e « Lettich » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi della signora Bussanich Mattea ved. di Giovanni, figlia del fu Antonio Lettich e della fu Mattea Simicich, nata a Lussingrande l'8 maggio 1878 e abitante a Lussingrande, sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Bussani » e « Lettis » (Bussani ved. Mattea nata Lettis).

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana di « Bussani » anche al figlio Antonio, nato a Lussingrande il 10 novembre 1904.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 29 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4589)

N. 1427 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Babich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Babich Antonio, figlio del fu Antonio e di Antonia Didak, nato a Lussingrande il 2 ottobre 1892, e abitante a Lussingrande, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Babici ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Iva Fabrich di Angelo e di Antonia Picinich, nata a Lussinpiccolo il 24 febbraio 1901, ed al figlio Antonio, nato a Lussingrande il 15 maggio 1922.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 28 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4594)

N. 1451 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che i cognomi « Barichievich » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi della signora Barichievich Mattea ved. di Antonio, figlia di Marco Barichievich e di Antonia Antoncich, nata a S. Pietro dei Nembi (Lussingrande) il 14 aprile 1877, e abitante a S. Pietro dei Nembi (Lussingrande), sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Baricelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai figli nati a S. Pietro dei Nembi: Santa, il 1° novembre 1901; Gerolimo, l'8 giugno 1908; Antonio, il 3 novembre 1913.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 28 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4595)

N. 1448 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Barichievich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signora Barichievich Maria, figlia del fu Antonio e della fu Domenica Budinich, nata a S. Pietro dei Nembi (Lussingrande) l'8 dicembre 1864 e abitante a S. Pietro dei Nembi (Lussingrande), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Baricelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla sorella Petronilla nata a S. Pietro dei Nembi il 22 ottobre 1867, ed al fratello Simone nato a S. Pietro dei Nembi il 21 ottobre 1875.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 27 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4582)

N. 1061 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Bencich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Bencich Giovanni, figlio del fu Matteo e della fu Giovanna Mosgna, nato a Gimino il 31 marzo 1889, e abitante a Gimino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Benci ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta alla madre Giovanna Mosgna

fu Michele e fu Lucia Trost vedova di Matteo Bencich, nata a Barbana il 26 maggio 1850, al fratello Antonio nato a Gimino il 28 febbraio 1892, alla cognata Maria Bencich fu Biagio e di Antonia Lizzul seconda moglie di Antonio Bencich, nata a Gimino il 28 settembre 1902, ai nipoti figli di Antonio Bencich e della fu Maria Gregorovich nati a Gimino: Matteo, il 7 marzo 1919; Oliva, il 17 marzo 1921; al nipote Giacomo, figlio di Antonio Bencich e di Maria Bencich, nato a Gimino il 25 luglio 1926.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 29 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4583)

N. 1436 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Barichievich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signora Barichievich Anna ved. di Antonio, figlia del fu Giovanni Barichievich e della fu Antonia Botterini, nata a Lussingrande il 10 settembre 1858 e abitante a Lussingrande, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Baricelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla figlia Maria, nata a Lussingrande il 20 gennaio 1895.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 29 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(4587)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Approvazione di disposizioni statutarie del Consorzio di strada di trasformazione fondiaria in provincia di Caltanissetta.

Con decreto Ministeriale 14 settembre 1932-X il Ministero dell'agricoltura e delle foreste ha approvato le disposizioni dello statuto del Consorzio della strada di trasformazione fondiaria Gardinale-Mimiani-Antinello-Marcato di Serra-Provinciale S. Cataldo-Caltanissetta deliberate dall'assemblea degli interessati nell'adunanza del 15 novembre 1931.

(6581)

Statuto del Consorzio della strada di trasformazione fondiaria Borgetto-Mirto-Ragali.

Con decreto Ministeriale 16 settembre 1932-X, n. 4830, il Ministero dell'agricoltura e delle foreste ha approvato le disposizioni dello statuto del Consorzio della strada di trasformazione fondiaria Borgetto-Mirto-Ragali in provincia di Palermo, deliberate dall'assemblea degli interessati nell'adunanza del 9 agosto 1931.

(6582)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 194.

Media dei cambi e delle rendite

del 23 settembre 1932 - Anno X.

S. U. America (Dollaro)	19.49
Inghilterra (Sterlina)	67.55
Francia (Franco)	76.40
Svizzera (Franco)	376 —
Albania (Franco)	—
Argentina (Peso oro)	—
Id (Peso carta)	4.20
Austria (Shilling)	—
Belgio (Belga)	2.71
Brasile (Milreis)	—
Bulgaria (Leva)	—
Canadà (Dollaro)	17.52
Cecoslovacchia (Corona)	57.80
Cile (Peso)	—
Danimarca (Corona)	3.50
Egitto (Lira egiziana)	—
Germania (Reichsmark)	4.653
Grecia (Dracma)	—
Jugoslavia (Dinaro)	—
Norvegia (Corona)	3.40
Olanda (Fiorino)	7.84
Polonia (Zloty)	218 —
Rumenia (Leu)	—
Spagna (Peseta)	159.50
Svezia (Corona)	3.48
Turchia (Lira turca)	—
Ungheria (Pengo)	—
U. R. S. S. (Cervonetz)	—
Uruguay (Peso)	—
Oro	376.06
Rendita 3,50 % (1906)	76.90
Id. 3,50 % (1902)	73 —
Id 3 % lordo	51.50
Consolidato 5 %	83.05
Buoni novennali. Scadenza 1932	100.075
Id. id. Id. 1934	100.40
Id. id. Id. 1940	100.40
Id. id. Id. 1941	100.35
Obbligazioni Venezie 3,50 %	85.475

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.